

OTC

1- Les Nouvelles d'Arménie

25/06/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=80174

Poutine téléphone à Pachinian... et à Aliev

En félicitant Pachinian jeudi 24 juin pour sa victoire aux législatives anticipées arméniennes, le président russe Vladimir Poutine a tenu à “souligner l’importance de la mise en œuvre complète” de l’accord de cessez-le-feu que la Russie avait imposé le 9 novembre 2020 à l’Arménie et à l’Azerbaïdjan pour mettre fin à six semaines de guerre dans le Karabagh et des arrangements consécutifs conclus par les leaders de Russie, d’Arménie et d’Azerbaïdjan en janvier », a rapporté le Kremlin. “La partie russe poursuivra activement ses efforts de médiation en vue d’assurer la stabilité dans la région”, ajoute le communiqué. De son côté, le gouvernement arménien indique que les deux dirigeants ont discuté de la mise en œuvre de ces accords. Dans ce contexte, indique le communiqué arménien, Pachinian a souligné la nécessité de libérer les prisonniers de guerre et civils arméniens toujours détenus en Azerbaïdjan. Poutine s’était entretenu la veille au téléphone avec le président azéri Ilham Aliyev. Selon un communiqué du Kremlin, l’appel avait eu lieu “à l’initiative de la partie azerbaïdjanaise” et la discussion avait porté sur “les aspects pratiques de la mise en œuvre des accords” conclus

par MM. Aliyev, Pachinian et Poutine. “Une attention particulière a été portée à la nécessité d’intensifier le travail dans un format trilatéral en vue de la restauration des liens économiques et des voies de transport dans le Sud Caucase”, ajoutait le communiqué. Le ministre russe des affaires étrangères Sergei Lavrov et son homologue azerbaïdjanais Jeyhun Bayramov s’étaient parlés au téléphone peu avant le même mercredi. Par ailleurs, la visite du président turc Erdogan les 15 et 16 juin à Shushi puis à Bakou, où il exaltait la coopération dans tous les domaines avec l’Azerbaïdjan, y compris militaire, avait suscité la réaction inquiète et ferme du Kremlin, qui faisait savoir son opposition à l’installation d’une base militaire turque en Azerbaïdjan. Moscou avait laissé entendre que si les déclarations en ce sens se concrétisaient, la Russie pourrait considérer dès lors l’Azerbaïdjan comme un allié voire membre de fait de l’Otan, d’autant que les relations se sont tendues entre la Russie et la Turquie, qui déploie tous ses efforts, et parfois avec succès, pour se réconcilier avec ses alliés occidentaux au sein de l’Otan.

par [Garo Ulubeyan](#)

2- Figaro Vox

25/06/2021

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/l-union-europeenne-doit-adopter-une-strategie-geopolitique-globale-vis-a-vis-de-la-turquie-20210625>

«L'Union européenne doit adopter une stratégie géopolitique globale vis-à-vis de la Turquie»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Lors du sommet européen des 24 et 25 juin, les pays membres de l'Union européenne ont débattu de l'accord migratoire avec la

Turquie. Au-delà de cet enjeu, il faudrait désormais que l'Union européenne adopte une stratégie globale vis-à-vis d'Ankara, estime Christian Makarian.

Par Christian Makarian

Christian Makarian est spécialiste en relations internationales et essayiste. Il a notamment publié Généalogie de la catastrophe, Retrouver la sagesse face à l'imprévisible (Éditions du Cerf).

Avec la maîtrise relative de la pandémie de Covid-19 en Europe et l'arrivée de l'été, saison plus propice aux déplacements de populations, le spectre de la question migratoire revient brusquement au-devant de l'actualité. C'était le sujet brûlant du sommet européen des 24 et 25 juin, dont il ne fallait pas attendre de grandes décisions mais qui est venu rappeler combien les grandes fractures du vieux continent contribuent à aggraver le problème.

Si on a pu noter, au cours des derniers mois, une moindre circulation des flux migratoires en Méditerranée orientale, on constate en revanche une très forte augmentation en Méditerranée centrale et en Europe de l'est (des Balkans à la Lituanie). Durant les cinq premiers mois de 2021, on a dénombré 47.100 franchissements illégaux aux frontières extérieures de l'Union (chiffres Frontex), soit presque le double de la période équivalente de 2020, il est vrai caractérisée par l'irruption brutale de la pandémie et des échanges intercontinentaux. La situation totalement explosive qui caractérise depuis des années les camps de réfugiés en Libye, où l'on déplore de plus en plus de morts du fait des violences commises à l'intérieur de ces concentrations inhumaines, laisse augurer une montée inexorable des flux migratoires vers l'Europe. La cruauté de ce qui se passe en Libye constitue pour les migrants en souffrance une incitation définitive à traverser la Méditerranée fut-ce au péril de leur vie.

Face à ce drame récurrent, aucune politique européenne coordonnée et solidaire n'existe réellement ; la proposition d'un «pacte global pour la migration», faite par la Commission en 2020, ne parvient pas à emporter l'adhésion des pays d'Europe centrale, particulièrement rétifs à la prise en charge de la part d'accueil

et de financement qui leur incomberait.

Si vous dites du jour au lendemain: nous ne pouvons plus travailler avec vous, ils ouvrent les portes et vous avez 3 millions de réfugiés syriens qui arrivent en Europe.

Emmanuel Macron

Dans ce contexte, la Grèce, notamment, fait une nouvelle fois figure de pays le plus vulnérable ; le mur d'acier en cours d'achèvement le long d'une partie de la frontière (200 km) qui sépare ce pays de la Turquie est le symbole criant de l'insuffisance accablante des mesures que l'UE a prises et accentue le besoin de celles qu'elle peine tant à prendre. Cette fortification ahurissante est prévue pour être dotée de tours d'observation munies de caméras, de dispositifs de vision nocturne et même d'un canon à bruit, dont le niveau sonore est supposé être insupportable aux oreilles humaines. Du reste, les refoulements de réfugiés qui ont lieu en Grèce, parfois violents, sont régulièrement dénoncés par Amnesty International. Mais comment oublier toutes les privations que la population grecque a elle-même subies depuis la crise financière de 2008? L'austérité, quand elle a atteint ce degré-là, se conjugue mal avec l'hospitalité.

En réalité, la Grèce, montrée du doigt par les bonnes consciences, fait fonction de bouclier pour tout le reste d'un continent qui n'a pas envie de se salir les mains. D'une part, Athènes subit une énorme pression de la part de l'Union ; du reste, elle reçoit de Bruxelles des financements considérables pour réaliser sa grande muraille. D'autre part, les dirigeants grecs ont parallèlement fort à faire avec la Turquie, qui utilise l'arme des migrations pour poursuivre de tous autres objectifs résolument hostiles à la Grèce. Pour mémoire, en février 2020, le gouvernement turc avait soudain laissé plus de 15.000 migrants s'acheminer vers la Grèce du nord en provoquant une panique indescriptible qui avait contraint les autorités grecques à les repousser vigoureusement. De nombreux indices ont prouvé que l'opération avait été méthodiquement préparée par la Turquie. L'occasion a permis aux dirigeants turcs de tester la faible capacité de réaction de l'UE, d'amplifier la discorde existant entre les 27 et, surtout, de rappeler que le désordre serait total sans la fonction de «retenue» remplie par la Turquie. On a rarement assisté à un tel exemple de cynisme diplomatique sur le dos de milliers d'êtres humains aussi déshérités qu'instrumentalisés. Emmanuel Macron lui-

même a résumé le danger lors d'une interview accordée à France 5, le 23 mars 2021: «*Si vous dites du jour au lendemain: nous ne pouvons plus travailler avec vous, ils ouvrent les portes et vous avez 3 millions de réfugiés syriens qui arrivent en Europe.*» De quoi confirmer l'efficacité des manœuvres d'intimidation organisées par Erdogan.

Depuis l'accord migratoire conclu entre l'UE et Ankara, le 18 mars 2016, l'Europe est enserrée dans une relation paradoxale. Elle a besoin de manière irremplaçable de la Turquie, laquelle accueille 3,7 millions de réfugiés sur son sol, majoritairement en provenance de Syrie (mais pas seulement). C'est, selon l'ONU, un record mondial qui mérite sans doute que l'on dialogue courtoisement avec le dirigeant turc, Recep Tayyip Erdogan, avec tous les égards dus à un partenaire. Il n'y a aucun mal à reconnaître l'effort accompli par la Turquie et cela peut, ou doit, légitimement engendrer des compensations et des solidarités financières.

Le président turc va très au-delà de la question humanitaire ; il exploite le flux humain que son pays héberge sur son sol dans le cadre d'une stratégie globale de puissance.

Christian Makarian

L'Union européenne, conformément à l'accord du 18 mars 2016, aura bien versé l'intégralité des 6 milliards d'euros promis à la Turquie (plus précisément 4,1 milliards déboursés, 2 milliards à venir) ; mais les sommes ont été allouées à des organisations humanitaires. Les négociateurs turcs réclament depuis le début que cet argent soit directement attribué à l'État turc et prétend avoir dépensé jusqu'à 40 milliards pour les migrants présents sur son sol. D'autres demandes pressantes sont faites par Ankara (sur les visas pour les ressortissants turcs, sur la modernisation de l'accord douanier entre l'UE et la Turquie, sur l'évolution des conditions d'adhésion à l'Union)... En contrepartie, la Turquie n'a pas respecté la stricte équivalence (à laquelle elle s'était engagée par l'accord de 2016) entre le nombre de clandestins renvoyés par l'Union européenne et le nombre de réfugiés envoyés à partir du sol turc - la disproportion est flagrante.

Mais, c'est tout le problème, le président turc va très au-delà de la question humanitaire ; il exploite le flux humain que son pays héberge sur son sol dans le cadre d'une stratégie globale de puissance. De sorte qu'on en arrive à tout lui passer au nom de la frayeur qu'inspirent ces flux de déshérités qui frappent à la

porte de la riche Europe - alors même qu'Erdogan agit délibérément contre l'Europe sur d'autres fronts.

Ce que l'Union voit comme une entente nécessaire, une forme de bon voisinage et d'intelligence mutuelle, Erdogan le conçoit comme une ligne de force pour obtenir bien davantage, selon de tout autres considérations ou sous de tout autres cieux. Un nouvel exemple de cette relation paradoxale a été encore fourni le 23 juin 2021, la veille même du jour où le Conseil européen s'est réuni à Bruxelles pour reconduire l'accord de 2016. Le ministre des Affaires étrangères turc se trouve alors à Berlin pour évoquer la situation en Libye ; la conférence réunit 16 pays et quatre organisations internationales pour convaincre «*toutes les forces étrangères et les mercenaires*» de «*se retirer sans délai*» de Libye afin de mettre fin à la déstabilisation qui ravage ce pays. La Turquie, qui est présente en Libye au terme d'un accord conclu avec les autorités de Tripoli, à la fois sous la forme de forces régulières (base aérienne d'Al-Watiya, bases navales de Misrata et de Khoms) et des groupes de mercenaires syriens qu'elle finance (environ 5.000 hommes aguerris) a tout fait pour écarter la moindre référence aux «*forces étrangères*», mention qui contrarie ses ambitions militaires. L'objectif d'Ankara était de cantonner le débat aux forces irrégulières pour pouvoir écarter toute éventualité d'un accord international portant sur le retrait des troupes régulières sur place. La Turquie n'a pas finalement obtenu gain de cause ; mais au cours des discussions les États-Unis ont clairement soutenu la partie turque, en grande partie pour contrer l'implantation des Russes en Libye (la Russie soutient en effet le camp du maréchal Haftar, maître de Benghazi, ennemi juré des hommes du clan pro-turc de Tripoli). Répétons-le: la situation en Libye n'est en rien déliée de la question migratoire, elle en est un des abcès les plus à vif.

Erdogan continuera de jouer sur les deux tableaux, tantôt Washington, tantôt Moscou, au gré de ses intérêts évolutifs. Mais il existe un partenaire qui apparaît presque secondaire et qui aura du mal à suivre cette danse du ventre: l'Europe.

Christian Makarian

En réalité, depuis la rencontre entre Joe Biden et Recep Tayyip Erdogan, lors du dernier sommet de l'OTAN à Bruxelles, le 14 juin dernier, le président turc s'emploie à effectuer un nouveau virage sur l'aile. Durant les dernières années, il

avait laissé les Occidentaux mesurer à quel point son glissement vers la Russie de Vladimir Poutine présentait des dangers potentiellement irréparables. Changement brusque de décor: après l'éviction de Donald Trump, ami précieux d'Erdogan, le leader turc n'a pas tardé à se rapprocher de Biden. Soutien à l'Ukraine (pour plaire aux Américains), cessation des attitudes agressives de la marine turque en Méditerranée orientale, accalmie et reprise des négociations avec la Grèce au sujet du contentieux maritime... Le pragmatique *reis* néo-ottoman parle maintenant de «*nouvelle ère*» entre Ankara et Washington, au-delà des différends qui opposent toujours les deux pays sur divers sujets (achat par Ankara du système de défense antiaérien russe S-400, soutien américain aux Kurdes de Syrie). Au point que Moscou s'inquiète désormais de cet épisode imprévu et que des signes de refroidissement apparaissent entre les deux complices ultra-autoritaires (notamment en Syrie, mais aussi en Libye).

Il ne s'agit pas là d'une clarification: ceux qui songent au retour à l'alignement atlantiste qui était celui de la Turquie kémaliste de naguère ne seront pas exaucés. Erdogan continuera de jouer sur les deux tableaux, tantôt Washington, tantôt Moscou, au gré de ses intérêts évolutifs. Mais il existe un partenaire qui apparaît presque secondaire et qui aura du mal à suivre cette danse du ventre: l'Europe. Ce batelage permanent, cette manie de jouer sur plusieurs tableaux à la fois, cette alternance de camouflets et de paroles mielleuses, de provocations offensantes et de faux rapprochements, forment une spécialité reconnue d'Erdogan. Pourquoi y renoncerait-il tant ce comportement lui a procuré des avantages tactiques et tout en forçant l'UE à le courtiser de nouveau?

C'est sous cet angle, vraiment global, qu'il faut envisager la relation avec la Turquie. La question des migrations qui hante les consciences européennes s'inscrit, elle aussi, dans une dimension géopolitique sans laquelle on ne peut pas négocier équitablement avec Erdogan. On sait combien Angela Merkel est soucieuse de ne pas conclure son bilan politique, assez remarquable par ailleurs, sur une crise avec la Turquie. Or c'est bien moins l'obsession du consensus qui devrait guider l'UE qu'un sens aigu de ses intérêts stratégiques *at large*, ce qui appelle une vision beaucoup plus vaste et ambitieuse qu'un bras de fer grimaçant entre le visage mou qu'affiche Bruxelles et la mâchoire serrée qui caractérise Ankara.

3- Les Nouvelles d'Arménie

25/06/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=80205

L'U.E. condamne le « Parc des trophées » par la voix de Josep Borrell

Le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité/vice-président de la Commission européenne, Josep Borrell a répondu à une question écrite envoyée par le membre du Parlement européen Costas Mavrides sur la position de l'UE et les mesures que l'Union est prête à prendre au sujet du « parc à trophées » azerbaïdjanais, informe la Fédération euro-arménienne pour la justice et la démocratie (FEAJD).

Le parc est une exposition provocatrice de trophées de guerre organisée par le gouvernement azerbaïdjanais à Bakou, montrant des machines, des équipements et des armements arméniens confisqués ou détruits pendant la guerre de 2020, exposant les casques des soldats arméniens tués pendant la guerre et dégradant des mannequins de cire du personnel militaire arménien.

M. Borrell a déclaré que « l'UE est consciente du parc des trophées militaires ouvert le 12 avril 2021 à Bakou » et a ajouté que l'Azerbaïdjan « doit éviter d'alimenter l'animosité et la haine. »

« L'UE estime qu'en traitant l'histoire récente, les pays devraient être attentifs à la dignité humaine et aux relations de bon voisinage, et chercher à promouvoir la réconciliation et éviter d'alimenter l'animosité et la haine. C'est ce que l'UE attend et le message est passé publiquement », a déclaré la Haute Représentante.

« Si nous saluons la position de l'UE sur cette question, nous tenons à rappeler que le soi-disant »parc aux trophées« azerbaïdjanais n'est rien d'autre qu'une nouvelle démonstration de la politique arménophobe menée par l'État à Bakou depuis des décennies. Malheureusement, grâce au régime xénophobe de Bakou, le sentiment de haine envers toute personne ou toute chose arménienne est maintenant profondément ancré dans la société azerbaïdjanaise, y compris chez les enfants, les adolescents et les hommes de l'armée, ce qui a conduit à des crimes de guerre bien documentés contre les Arméniens de l'Artsakh », a déclaré

l'EAFJD.

« L'UE doit prendre des mesures plus concrètes et exercer une pression politique au plus haut niveau afin d'empêcher la propagation de la haine et du racisme anti-arméniens par les autorités azerbaïdjanaises. Et cela commence par la libération de tous les prisonniers de guerre arméniens et la fermeture du soi-disant parc des trophées », a-t-il ajouté.

Avec Public Radio of Armenia

4- Les Nouvelles d'Arménie

25/06/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=80198

Les représentants de l'UE arrivés en Arménie

Alexander Schallenberg, ministre des Affaires européennes et internationales de l'Autriche, Gabrielius Landsbergis, ministre des Affaires étrangères de la Lituanie et Bogdan Aurescu, ministre des Affaires étrangères de la Roumanie sont arrivés en Arménie.

La visite en Arménie, en Azerbaïdjan et en Géorgie est mandatée par le Haut Représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité/Vice-président de la Commission européenne, Josep Borrell.

« Arrivé à Erevan et en route pour des réunions avec le président Armen Sarkissian et le premier ministre Nikol Pashinyan. Je me prépare à discuter avec les partenaires arméniens de la stimulation du développement des relations entre l'UE et l'Arménie et de la manière dont l'UE peut soutenir les évolutions post-conflit, le règlement des questions en suspens et l'instauration d'un climat de confiance », a déclaré le ministre roumain des Affaires étrangères Bogdan Aurescu dans un message sur Twitter.

La visite effectuée au nom de la Haute Représentante souligne l'importance que l'Union européenne attache à ses relations bilatérales avec ces pays, à la région du Caucase du Sud et au cadre du Partenariat oriental de l'UE. Cette visite montre que l'UE est prête à soutenir une coopération plus large avec et entre les pays du Caucase du Sud, notamment grâce aux possibilités offertes par le Partenariat oriental. Suite aux récentes discussions entre les ministres des affaires étrangères de l'UE lors du Conseil informel des affaires étrangères (Gymnich) sur les conflits dans le voisinage oriental de l'UE, la visite souligne la détermination de l'UE à promouvoir et à soutenir activement les efforts de règlement durable et global des conflits.

Les ministres rencontreront le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, à Bakou, le président de l'Arménie, Armen Sarkissian, et le premier ministre par intérim, Nikol Pashinyan, à Erevan, ainsi que le premier ministre de la Géorgie, Irakli Garibashvili, à Tbilissi. Cette visite permettra d'exprimer le soutien de l'UE aux trois pays, également dans le cadre de la préparation du sommet du Partenariat oriental, qui devrait avoir lieu en décembre 2021.

Les ministres tiendront une conférence de presse à l'issue de leur visite, à la délégation de l'UE à Tbilissi, le samedi 26 juin vers 13h00 (CEST) / 15h00 locales.

Les ministres sont accompagnés par le représentant spécial de l'UE pour le Caucase du Sud et la crise en Géorgie, Toivo Klaar. Ils feront rapport de leur visite aux ministres des affaires étrangères de l'UE lors du prochain Conseil des affaires étrangères en juillet.

Avec Public Radio of Armenia

5- A l'encontre

25/06/2021

<https://alencontre.org/asia/armenie/armenie-resultat-surprenant-des-elections-anticipees.html>

Arménie. Résultat surprenant des élections anticipées

Par Vicken Cheterian

Les résultats des élections législatives anticipées du 20 juin en Arménie ont reconfirmé le leadership de Nikol Pachinian, malgré la défaite militaire de 2020. Avec le nouveau Parlement comprenant des forces représentant deux anciens présidents, l'ensemble du système politique a pris une nouvelle forme.

Le 20 juin, l'Arménie a fait un pas important vers la démocratie, en organisant des élections disputées et imprévisibles, avec des résultats surprenants. Après des mois de tensions résultant de la guerre du Karabakh de 2020 et de la défaite arménienne, suivis d'une campagne électorale très polarisée, le jour des élections s'est déroulé sans heurts, sans violence. Les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont qualifié les élections de «compétitives et généralement bien gérées [...]. Les électeurs ont eu accès à un large éventail d'options, et les droits et libertés fondamentaux ont été généralement respectés.» **[1]** L'Arménie n'avait pas connu d'élections aussi concurrentielles depuis des décennies. Il suffit de les comparer aux élections qui ont eu lieu en République islamique d'Iran deux jours plus tôt, ou dans n'importe quel autre pays voisin au cours de la dernière décennie - à l'exception de la Géorgie - pour souligner que l'événement constitue en soi une réussite majeure.

Les résultats sont également surprenants: Nikol Pachinian, sept mois après avoir perdu une guerre, a tout de même réussi à obtenir un mandat populaire pour continuer à diriger le pays. Avec 53% des voix, Pachinian et son équipe disposeront d'une position majoritaire au sein du nouveau Parlement. Deux autres forces ont fait leur entrée au Parlement: celle de l'ancien président Robert Kotcharian et ses alliés de l'ARF-Tashnaktsutyun [Fédération révolutionnaire arménienne] ont obtenu 21% des voix, devenant ainsi la principale force d'opposition. Le troisième parti est celui d'Arthur Vanetsyan et d'un autre ancien président Serge Sarkissian avec 5% des voix. Si l'on considère que 26 partis et coalitions ont participé aux élections, on peut voir que les résultats, comme la campagne, sont polarisés: il s'agissait d'une épreuve de force entre Pachinian et les deux anciens présidents, ses rivaux jurés. C'est du moins ainsi que les électeurs semblent l'avoir perçu.

Pachinian et Kotcharian représentent des visions diamétralement opposées pour

ce qui a trait à l'orientation qu'ils veulent prendre. Alors que la campagne manquait de discussions programmatiques sérieuses, les deux hommes ont projeté leurs personnalités et joué sur les symboles: Pachinian a mis en avant sa campagne «anti-corruption», pour «nettoyer» le pays des vestiges de l'ancien régime, tandis que Kotcharian a promis un Etat fort, mais aussi un Etat qui intervient pour limiter les libertés démocratiques au nom de la sécurité nationale.

Le résultat des élections révèle que la majorité des électeurs sont plus attentifs aux questions de politique intérieure, plutôt qu'à la géopolitique et à la rivalité future avec l'Azerbaïdjan.

Bien que Pachinian ait gagné, il est également affaibli: dans le passé, il bénéficiait d'un soutien populaire plus large; aujourd'hui, son soutien provient des zones rurales et des pauvres des villes, il représente de la sorte les classes sociales défavorisées. En outre, il a perdu beaucoup de soutien parmi les classes moyennes et surtout parmi les technocrates et les intellectuels, un groupe indispensable pour permettre les réformes.

Les petits partis n'ont pas pu entrer au Parlement, en partie à cause de leurs divisions mais aussi de leur incompréhension fondamentale des enjeux politiques. Etant en grande partie des clubs d'intellectuels urbains, ils confondent la politique avec le fait d'avoir la bonne «vision» et de prononcer des sentences exactes. C'est peut-être le métier de professeurs de sciences politiques, mais pas celui d'un personnage politique. La politique est l'art de créer des coalitions et de saisir l'équilibre des forces, afin de pouvoir réaliser une partie de son programme, et non de prophétiser la vérité.

Si le nouveau Parlement a le mandat de poursuivre les réformes entamées en 2018, notamment la lutte contre la corruption, et d'approfondir la démocratisation, il a également celui de répondre aux préoccupations sécuritaires et aux conséquences politiques de la guerre du Karabakh de 2020. Comment les forces Pachinian-Kotcharian interagiront-elles pour résoudre les problèmes monumentaux renvoyant à des réformes internes et ceux propres à la gestion du problème du Karabakh? Quel sera l'objectif de Pachinian durant son nouveau mandat? Comment la question du Karabakh sera-t-elle à l'ordre du jour du nouveau Parlement? Kotcharian et Sarkissian apprendront-ils l'art de la politique d'opposition? Seul le temps nous le dira.

Pourtant, il est clair que pour la première fois depuis l'indépendance, l'Arménie a non seulement un parti au pouvoir fort, mais aussi une opposition forte dans l'enceinte de son Parlement.

Les élections de 2021 étaient censées être un référendum sur les événements de 2020. En lieu et place, les citoyens et citoyennes en ont fait un référendum sur 2018. Ils ont appelé leurs représentants politiques à poursuivre les réformes internes, la lutte contre la corruption et la démocratisation. Ils ont rejeté la fausse dichotomie avancée par certains: choisir soit la démocratie, soit la sécurité. Ils ont choisi la sécurité en poursuivant les réformes internes. La question qui se pose maintenant est la suivante: Pachinian va-t-il tirer les leçons de ses échecs de ces trois dernières années, proposer des réformes basées sur des concertations plus amples, et enfin tenir ses promesses? (Article reçu le 24 juin 2021; traduction rédaction *A l'Encontre*)

[1] https://www.osce.org/files/f/documents/1/3/490307_0.pdf

6- Nor Haratch Hebdo

25/06/2021

L'Église arménienne et l'opposition demandent la libération d'Armen Tchartchian

Des partisans de l'opposition se sont rassemblés jeudi devant le siège du procureur de la République à Erevan pour protester contre un mandat d'arrêt émis contre Armen Tchartchian, un éminent médecin accusé d'avoir fait pression sur ses subordonnés pour qu'ils participent aux élections législatives du 20 juin.

Le professeur Armen Tchartchian, directeur du centre médical d'Izmirlian, a été

poursuivi après qu'une organisation non gouvernementale a rendu public la semaine dernière un enregistrement audio divulgué de sa rencontre avec le personnel hospitalier.

Tchartchian, qui s'est présenté aux élections législatives sur la liste du bloc d'opposition « Hayastan », peut être entendu leur dire qu'ils doivent voter lors des élections anticipées ou faire face à un « traitement beaucoup plus dur » de la part de la direction de l'hôpital.

Il a été mis en examen en vertu d'un article du Code pénal qui interdit toute contrainte sur les électeurs.

Un tribunal d'Erevan a autorisé mercredi soir le Service spécial d'enquête (SIS) à arrêter Tchartchian et à le placer en détention provisoire.

Il est apparu par la suite que le chirurgien de renom avait été hospitalisé peu de temps avant la décision de justice. Il serait resté jeudi dans un autre hôpital d'Erevan.

« M. Tchartchian souffre de diabète depuis plus de 20 ans », a déclaré à la presse l'un de ses avocats, Erik Aleksanian. « Il a également subi une grave opération cardiaque récemment. »

Aleksanian a insisté sur le fait que les accusations sont sans fondement, car l'audio divulgué ne contient qu'un court extrait de ses commentaires faits lors de la réunion avec le personnel du centre médical d'Izmirlian. Il a déclaré qu'un enregistrement plus long soumis par les avocats de la défense au tribunal montre que Tchartchian a assuré à ses employés qu'il ne recourrait pas à la « répression » contre quiconque refuserait d'aller aux urnes.

Tchartchian leur a également dit que l'Église apostolique arménienne, qui possède l'hôpital, ne veut pas que le Premier ministre Nikol Pachinian reste au pouvoir. Les procureurs ont déclaré que cela revenait à ordonner au personnel de l'hôpital de voter contre le parti « Contrat civil » de Pachinian.

Aleksanian a nié ces affirmations. L'avocat a déclaré que son client avait clairement indiqué au début de la réunion qu'il n'allait faire de l'agitation pour ou contre aucun groupe politique.

Pendant ce temps, le Saint-siège d'Etchmiadzine a publié jeudi une autre déclaration condamnant la « persécution infondée » de Tchartchian et exigeant que les autorités révoquent le mandat d'arrêt.

« Le docteur Armen Tchartchian a sauvé des milliers de vies dans les situations les plus difficiles et continue, en tant que chef du centre médical d'Izmirlian, à servir de tout coeur notre peuple et notre patrie », lit-on dans le communiqué.

« Hayastan », qui a terminé deuxième aux élections, a déclaré que les accusations portées contre Tchartchian sont des représailles du gouvernement pour son affiliation avec le principal challenger électoral du parti au pouvoir.

Plus d'une centaine de membres et sympathisants de l'alliance d'opposition dirigée par l'ancien président Robert Kotcharian se sont rassemblés devant le bureau du procureur général pour exiger la fin des poursuites pénales.

« Hayastan » et « J'ai l'honneur » affirment que les employés du secteur public qui les soutiennent ouvertement ont été harcelés et même licenciés par des

représentants du gouvernement à l'approche des élections. Ils ont également accusé les organismes gouvernementaux centraux et provinciaux d'avoir forcé leurs employés à assister aux rassemblements du parti au pouvoir. Les dirigeants du « Contrat civil » nient ces allégations.

7- Eurasianet

25/06/2021

<https://eurasianet.org/the-prime-minister-is-coming-please-stand-up>

The prime minister is coming, please stand up

With a new formal protocol, Nikol Pashinyan seems to be adopting a new, steely image. Will the style be translated into substance?

[Ani Mejlumyan](#)

As a cabinet meeting began on June 24, the director of the Armenian government's protocol office gave an unusual warning: when the prime minister walks in, the members were to greet him standing up.

The unprecedented gesture did not go unnoticed, and Romanos Petrosyan, the minister of the environment, was forced to explain to journalists who cornered him following the meeting: "It has nothing to do with dictatorship," he [said](#). "When the head of state enters the room, it is correct to stand up."

When the journalists observed that Nikol Pashinyan, who was reelected prime minister on June 20, had never before observed that kind of protocol, Petrosyan explained: "Then it was velvet, now it's steel."

Pashinyan first came to power in 2018 as a man of the people who led street protests that became known as the "Velvet Revolution" for the nonviolent change of power it managed to effect. But in these elections, which Pashinyan was forced to call after his authority was weakened following last year's loss in the war to Azerbaijan, the prime minister has adopted a new, harder image, repeatedly promising that he was going to dispense with the velvet and [replace it with steel](#). At a post-election rally, he promised that he would institute a "dictatorship of law" and was ceremonially presented with a "steel mandate."

Under Pashinyan's predecessor, Serzh Sargsyan, the cabinet also was expected to stand up when he entered the room, but that was consistent with Sargsyan's formal demeanor.

Pashinyan, whose baseball cap and backpack became icons in 2018, brought that more democratic style to office. His accessibility to the press, frequent meetings with regular citizens, and constant use of Facebook live videos also made him stand out as a more informal leader.

Since the war, though, he has curtailed his access to the press, meets regular citizens only with heavy security surrounding him, and significantly cut back his Facebook usage.

What remains to be seen is how much the steel style is translated into substance.

Members of the opposition, which lost to Pashinyan's Civil Contract party in a landslide in the recent elections, have been claiming that Pashinyan is starting a "witch hunt" against their supporters. On June 22, the country's Human Rights Ombudsman Arman Tatoyan [reported](#) that the mayor of Odzun, a town of about 5,000 in Armenia's northern Lori province, was beaten by a group of people demanding his resignation.

The mayor, Arsen Titanyan, was a supporter of Robert Kocharyan, the former president who led the "Armenia" alliance that came in a distant second in the polls. Titanyan told local media that he was attacked by a group of roughly ten people which included Aram Khachatryan, the governor of Lori and a Pashinyan

ally. The country's Prosecutor General [opened a criminal case](#) and it was referred to the Special Investigative Committee. Titanyan [denied](#) the allegations.

At a post-election [press conference](#), Kocharyan predicted that "repressions" would follow. A spokesman for his alliance, Aram Vardevanyan, said that many other local officials have come under serious pressure from the government to resign following the election. "If the authorities do not put an end to this practice, they will trigger a new political crisis," Vardevanyan [said](#) in a statement.

Pashinyan's promise of a "dictatorship of the law" has little to do with the law, charged Avetik Iskhanyan, the head of the Armenian Helsinki Committee, a human rights organization. "He meant a dictatorship of revenge," Iskhanyan [told 5th channel](#), a Kocharyan-affiliated television network, on June 24. "Everyone opposed him and criticized him, especially those who have influence in state bodies or outside, will become a victim of revenge."

Ani Mejlumyan is a reporter based in Yerevan.

8- Les Nouvelles d'Arménie

25/06/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=80188

Voies de communication : Le « oui mais » des Iraniens

Nous sommes favorables à l'exploitation de tout corridor par n'importe quel itinéraire, sans modification des frontières entre les États. C'est ce qu'a déclaré Seyed Abbas Musavi, ambassadeur d'Iran en Azerbaïdjan, dans une interview accordée à Turan, lorsqu'on lui a demandé si l'Iran était mécontent de la perspective d'exploitation du « corridor de Zangezur », qui n'est pas dans l'intérêt de l'Iran.

L'ambassadeur a rappelé que la déclaration du Guide suprême de l'Iran indique clairement que l'Iran est contre la modification des frontières, et non contre

l'ouverture du corridor. "Je pense que personne dans la région n'est favorable à une modification forcée des frontières. Nous soutenons l'exploitation de tout corridor par n'importe quel itinéraire, sans changement de frontières entre les États. L'ouverture de ce corridor concerne l'Azerbaïdjan et l'Arménie. La modification forcée des frontières par l'armée portera atteinte à la stabilité de la région.

La proposition du Président Aliyev de rétablir les routes dans la région permettra de restaurer les liens et la coopération entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et sera bénéfique pour toute la région. Ainsi, les pays du Caucase du Sud, ainsi que la Russie, la Turquie et l'Iran doivent faire tout leur possible pour stimuler l'ouverture des voies ferrées, automobiles et autres moyens de communication", a déclaré le diplomate.

Interrogé sur la façon dont le « corridor de Zangezur » peut être construit, si l'Iran a construit les réservoirs « Khudaferini » et « Giz Galasi » sur la rivière Araks qui ont inondé le secteur de la voie ferrée entre l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan de quelques kilomètres, l'ambassadeur a déclaré que le ministre iranien de la construction routière et du développement urbain a récemment visité ces sites avec le vice-premier ministre de l'Azerbaïdjan et qu'un groupe de travail a été mis en place pour traiter cette question.

9- Les Nouvelles d'Arménie

25/06/2021

Le Président français Emmanuel Macron a félicité Nikol Pachinian pour sa victoire aux législatives d'Arménie

Le Président français Emmanuel Macron a adressé un message de félicitations au Premier ministre par intérim Nikol Pachinian à l'occasion de la victoire du parti

« Contrat Civil » aux élections législatives anticipées, informe le bureau de presse du Premier ministre arménien.

Le message d'Emmanuel Macron dit :

« Monsieur le Premier Ministre, Cher Nikol,

Alors que la liste que vous conduisez vient de remporter les élections législatives anticipées du 20 juin, je vous présente mes félicitations et mes meilleurs vœux de succès dans la poursuite de votre mission, au bénéfice de l'Arménie et de son peuple, ami de la France.

La France et l'Arménie entretiennent une relation exceptionnelle, fondée sur les liens historiques de nos peuples et nourrie par un dialogue privilégié au niveau des gouvernements, des parlements, les collectivités territoriales mais aussi des sociétés civiles.

Je serai heureux de poursuivre avec vous le travail que nous avons initié ensemble au cours de votre premier mandat. Vous savez que les réformes que vous avez engagées en Arménie suscitent l'intérêt de la France.

Comment j'ai eu l'occasion de vous le redire lors de votre déplacement à Paris le 1^{er} juin dernier, le peuple arménien peut compter sur le plein soutien de la France dans sa volonté de consolider la démocratie et l'Etat de droit. La coopération économique entre la France et l'Arménie continuera également d'être renforcée. Déterminée à poursuivre son assistance humanitaire au bénéfice des populations vulnérables, la France est solidaire de votre pays pour l'aider à faire face aux conséquences du conflit au Haut-Karabagh, dans le plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Arménie.

À cet égard, je tiens à vous redire l'engagement de la France, en sa qualité de coprésident du Groupe de Minsk, dans la recherche d'un règlement pérenne au conflit au Haut-Karabagh. Soyez assuré de notre engagement en faveur de la reprise d'un processus politique qui, seul, pourra assurer la stabilité à long terme du Sud- Caucase et faire prospérer les valeurs de paix, de solidarité et d'amitié que nous avons en commun avec les peuples de la région.

En vous réitérant mes vœux les plus sincères de félicitations, je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de ma haute considération. »

10- Le Monde

25/06/2021

https://www.lemonde.fr/international/article/2021/06/-25/guerre-des-drones-acte-ii-la-menace-des-essaims_6085696_3210.html

Guerre des drones : la menace des essaims

Les récents conflits en Ukraine, en Syrie, en Libye et en particulier dans le Haut-Karabakh ont vu l'utilisation inédite et massive de salves de drones armés. Combinées aux moyens militaires classiques, elles ont des effets dévastateurs pour les troupes au sol.

Par [Elise Vincent](#)

C'est un phénomène nouveau, un symptôme des conflits hybrides, qui a pris de court et inquiète nombre d'armées dans le monde. Les spécialistes le désignent sous l'appellation de « salve » de drones, ou d'« essaim ». On pourrait parler de « nuée ». Il s'agit en réalité du détournement d'engins sans pilote, de toute taille, jusque-là surtout utilisés pour des missions de renseignement ou des frappes ciblées, à des fins d'assauts groupés, armés, voire kamikazes. Un acte II de la guerre des drones, qui se répète depuis deux ans sur plusieurs théâtres d'affrontements et engendre une discrète course contre la montre des états-majors - y compris en France - pour y faire face.

Cette nouvelle donne tactique était en germe depuis plusieurs années. Mais cette réalité a pris une acuité particulière quand ces méthodes ont été observées lors du conflit dans le Haut-Karabakh, qui opposa l'Arménie à l'Azerbaïdjan à l'automne 2020. La hantise que ce scénario se reproduise ailleurs a notamment conduit la France à considérer cette éventualité comme une urgence opérationnelle pour l'armée de terre et les forces spéciales, jugées vulnérables. La lutte antidrone a ainsi été inscrite au rang des priorités de la révision de la loi de programmation militaire 2019-2025, présentée au Parlement les 22 et 23 juin.

Article réservé à nos abonnés

A la différence d'autres conflits, la guerre dans le Haut-Karabakh a consacré une utilisation massive de drones, combinée à des tirs de missiles sol-sol et d'obus d'artillerie. Ils ont parfois même été détournés sous forme d'engins-suicides appelés « munitions maraudeuses ». Le tout constituant des salves aux effets dévastateurs. Le phénomène était inédit dans le cadre d'un conflit interétatique, opposant des armées de troisième rang. Les Azerbaïdjanais ont prouvé au passage leur maîtrise de ces techniques, et ce dans des opérations en réseau (exploitant les réseaux informatiques militaires) qui étaient jusque-là l'apanage des Occidentaux. Les Arméniens ont payé un lourd tribut à ces nuées d'engins bourdonnants aux trajectoires imprévisibles, dirigées contre leurs positions.

(La suite réservée aux abonnés)

11- Nor Haratch Hebdo

24/06/2021

Les États-Unis appellent l'opposition à accepter les résultats du scrutin

Les États-Unis ont appelé l'opposition arménienne à accepter les résultats officiels des élections législatives qui ont donné la victoire au Premier ministre Nikol Pachinian et à son parti.

« Les États-Unis félicitent le peuple arménien pour ses élections législatives du 20 juin », a déclaré un porte-parole du département d'État américain, Ned Price, dans un communiqué publié le 21 juin.

Price a salué une évaluation largement positive de la gestion par les autorités

arméniennes des élections anticipées donnée par les observateurs européens plus tôt dans la journée.

« Nous exhortons les Arméniens de toutes les affiliations politiques à respecter les résultats de ces élections une fois certifiés, à utiliser le processus légal de règlement des griefs électoraux pour résoudre les problèmes et à éviter les représailles politiques alors que l'Arménie continue de poursuivre un avenir souverain, démocratique, pacifique et prospère », a-t-il déclaré.

Price a également fait l'éloge du bilan du gouvernement de Nikol Pachinian et a déclaré que Washington était impatient de travailler avec lui pour « développer nos relations et notre coopération bilatérales ».

Dans sa réaction officielle aux sondages, l'Union européenne a également cité les conclusions préliminaires des plus de 330 observateurs électoraux déployés pour la plupart par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

« L'Union européenne appelle toutes les forces politiques à travailler maintenant ensemble afin de relever efficacement les défis auxquels l'Arménie est confrontée, dans l'intérêt des citoyens arméniens », a déclaré un porte-parole de la politique étrangère de l'UE.

12- Le Point

24/06/2021

Les soldats d'Erdogan en Europe

(Lire l'article en pièce jointe)

13- Les Nouvelles d'Arménie

24/06/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=80167

Garo Paylan interpelle le ministre turc de la Culture sur l'église arménienne Sourp Toros (18^e siècle) de Kayseri



L'église arménienne Sourp Toros (Saint Toros) de Kayseri (Césarée) datant du 18^e siècle est fortement dégradée et en ruine. Garo Paylan le député arménien du Parlement turc du parti HDP pro-Kurde s'est alarmé de cet état d'abandon et

d'actes de vandalisme réalisés dans l'église arménienne Sourp Toros de Kayseri. A l'intérieur de l'église un trou de deux mètres au sol s'agrandit sans cesse menaçant ses murs de s'écouler. Garo Paylan a questionné à ce sujet le ministre turc de la Culture et du tourisme, Mehmet Nouri Erosoy. Garo Paylan a indiqué que cette ancienne église arménienne est l'une des constructions du patrimoine culturel et historique de la région de Kayseri et depuis des dizaines d'années elle est à l'état d'abandon. Elle est également la cible des « Chasseurs du trésor des Arméniens » de personnes qui creusent les murs et les sols des lieux du patrimoine arménien à la recherche de l'or supposé caché par les Arméniens lors du génocide de 1915.

Garo Paylan demande au ministre pourquoi cette église arménienne ne bénéficie-t-elle pas de la protection du gouvernement turc face au danger qui la menace.

Krikor Amirzayan

14- Les Nouvelles d'Arménie

24/06/2021

Entretien téléphonique Erdogan-Poutine aujourd'hui portant sur le Haut-Karabagh et la région

Le Président russe Vladimir Poutine a eu aujourd'hui un entretien téléphonique avec son homologue Turc Recep Tayyip Erdogan et évoqué parmi les sujets abordés, la situation au Haut-Karabagh a informé le service de presse de la présidence de Russie. Hier Vladimir Poutine avait eu également un entretien au sujet du Haut-Karabagh avec le président azéri Ilham Aliev à la demande de ce dernier.

Erdogan et Poutine se sont félicités de la situation de paix au Haut-Karabagh et du travail du commandement russo-turc basé à Aghdam (Artsakh occupée).

Le président turc a remercié Vladimir Poutine et des efforts de la Russie pour la réalisation de la signature du 9 novembre 2020 et du 11 janvier 2021 entre la

Russie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Erdogan et Poutine ont affirmé leur volonté de continuer les accords et notamment le développement de l'économie de la région et des voies de communication.

Selon toute vraisemblance Aliev et Erdogan pressent le président russe Poutine pour l'ouverture d'une voie routière au sud de l'Arménie afin que les transports puissent se réaliser entre la Turquie, le Nakhitchevan et l'Azerbaïdjan...mais le communiqué de Moscou reste silencieux sur ce sujet...

Krikor Amirzayan

15- The Conversation

24/06/2021

<https://theconversation.com/secrets-de-terrain-estelle-et-les-coeurs-brulants-162802>

« Secrets de Terrain » : Estelle et les cœurs brûlants

En 2014, le monde occidental découvrait le sort tragique des yézidis [cibles des bourreaux de Daech](#). Cette communauté monothéiste, kurdophone, forte de plus d'un demi-million de personnes vit dispersée entre la Syrie, l'Irak, la Turquie, l'Arménie et la Géorgie.

Suite à la prise de Sinjar par Daech le 3 août 2014, les souffrances des yézidis ont été relatées dans les médias internationaux. Des voix comme celle de [Nadia Murad](#), témoin et activiste yézidie, prix Nobel de la paix 2018 ont largement contribué à faire connaître les horreurs qui se sont déroulées : massacre systématique des hommes et des personnes âgées, kidnapping des femmes et des enfants. En 2020, 2800 femmes et enfants yézidis seraient encore captifs en Irak ou dans les pays environnants.

Mais l'histoire des yézidis ne commence évidemment pas avec Daech : cette

communauté ancienne et discrète a vécu aux marges ou au sein d'autres sociétés, développant des mécanismes propres de récit, de mémoire et de transmission.

L'anthropologue Estelle Amy de la Bretèche s'intéresse depuis de nombreuses années aux répertoires musicaux intimistes et intimes au Proche-Orient. Au début de l'année 2006 elle quitte son laboratoire de Nanterre et prend un billet pour l'Arménie. C'est là qu'elle fait une rencontre déterminante.

(Reportage audio à écouter)

Pour aller plus loin :

- [« Les yézidis, du trauma au combat politique »](#), *The Conversation*.
- [« Des larmes pour ambassade. Les yézidis sur la scène internationale après les massacres de Sinjar »](#), revue *Terrain*, n°73.
- [« Cœurs brûlants. Paroles sur le mort et sacrifice de soi chez les yézidis d'Arménie »](#), revue *Terrain*, n°68.
- [Les longs sanglots du Caucase](#), carnet de voyage par Édouard Fouré Caul-Futy, *France musique*.
- Site d'[Estelle Amy de la Bretèche](#) et son ouvrage sur la [parole mélodisée](#).

16- Le Courrier d'Erevan

23/06/2021

<https://www.courrier.am/hy/region/le-format-des-copresidents-du-groupe-de--minsk-de-losce-continue-de-fonctionner-une-visite>

Le format des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE continue de fonctionner : une visite régionale à l'ordre du jour

La Russie pense que le format des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE sur le Haut-Karabakh n'a jamais cessé son activité et continue de fonctionner, a déclaré aujourd'hui l'Ambassadeur russe en Arménie Sergueï Kopyrkine aux journalistes, commentant la question relative à la reprise des négociations sur le règlement du conflit d'Artsakh, rapporte l'agence Armenpress.

Selon l'Ambassadeur de Russie, la prochaine visite régionale des coprésidents du groupe de Minsk est à l'ordre du jour, mais on ne sait pas encore exactement quand elle aura lieu.

Les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE Igor Popov (Russie), Stefan Visconti (France) et Andrew Chaffer (États-Unis) ont publié le 13 avril une déclaration conjointe dans laquelle ils ont appelé les parties au conflit du Haut-Karabagh à reprendre dialogue politique sous les auspices des coprésidents.

Le représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'OSCE, Alexandre Loukachevitch a déclaré le 1er juin que les coprésidents pourraient parvenir à un accord sur une visite à la frontière arméno-azerbaïdjanaise dans un proche avenir.

17- L'Opinion

22/06/2021

En Arménie, « une forme de maturité démocratique »

Sept mois après la défaite militaire, la victoire du Premier ministre Pachinian confirme le choix du « camp de l'Etat de droit ».

Le parti du Premier ministre Nikol Pachinian a largement remporté les élections législatives de dimanche en Arménie, avec 53,9 % des suffrages. Son principal opposant, l'ancien dirigeant Robert Kotcharian n'a obtenu que 20,4 %. Environ la moitié des 2,5 millions d'électeurs inscrits se sont rendus aux urnes. L'opposition conteste les résultats, sur fond de fortes tensions politiques, mais les observateurs internationaux estiment que le scrutin a été globalement honnête.

Au lendemain de la défaite militaire de l'Arménie face à l'Azerbaïdjan, en novembre dernier, on ne donnait pas cher de l'avenir politique du Premier ministre, Nikol Pachinian. Sept mois plus tard, son parti Contrat civil vient pourtant de remporter haut la main les élections, avec 53,9 % des voix face à celui de son principal opposant, Robert Kotcharian qui n'en recueille que 20,4 %.

Ce résultat est l'expression d'« une forme de maturité politique de l'Arménie », avance le philosophe Michel Marian, auteur d'un récent *L'Arménie et les Arméniens* aux Editions Tallandier. « Dans les circonstances actuelles, on aurait pu craindre le pire. Or, la population a choisi le camp de l'Etat de droit, celui de la poursuite de l'objectif démocratique », tel qu'il s'était manifesté lors de la révolution pacifique du printemps 2018. « C'est une bonne nouvelle », dans une région du monde où celles-ci sont plutôt rares, poursuit Michel Marian.

« **Pax russica** ». « L'enjeu du scrutin était de savoir si l'Arménie voulait définitivement tourner la page des années Kotcharian-Sarkissian (1998 - 2018), marquées certes par la croissance économique, mais surtout par la loi des oligarques et le règne de la corruption ou si, sous le choc de la défaite, elle entendait faire de nouveau confiance à Robert Kotcharian, originaire du Haut-Karabakh. La réponse paraît claire : l'Arménie ne veut plus de cette époque des "requins" », constate pour sa part un diplomate français, bon connaisseur du pays.

Ces élections ont été paradoxales : « L'opposition est pro-russe, mais ce n'était pas elle que la Russie souhaitait voir gagner », note Michel Marian. En effet, une victoire de Robert Kotcharian, un ami personnel de Vladimir Poutine, aurait fait monter « le degré d'ébullition » autour du cessez-le-feu imposé par la Russie. A contrario, le maintien au pouvoir de Nikol Pachinian, un démocrate pro-

occidental, est au contraire une garantie de la pax russica et de la stabilité dans la région. Le même raisonnement prévaut en Turquie et même en Azerbaïdjan, les deux pays ennemis de l'Arménie.

Le Premier ministre Nikol Pachinian tente néanmoins de desserrer l'emprise que Moscou exerce sur son pays, même s'il sait que la Russie reste son assurance-vie en termes de sécurité. Début juin, le Premier ministre a été reçu à l'Elysée par Emmanuel Macron, puis par les responsables de l'Union européenne. Ses relations sont bonnes avec Joe Biden, qui a reconnu le 24 avril le génocide dont les Arméniens ont été victimes durant la Première Guerre mondiale — un geste symbolique s'il en est. Enfin, Nikol Pachinian ne manque pas d'adresser des messages de sympathie à la Géorgie, un pays voisin tourné vers l'Ouest. Jusqu'où pourra-t-il aller sans que le Kremlin ne fasse les gros yeux ? C'est la question des prochains mois.

« **Scénario gagnant-gagnant** ». Autre interrogation : le sort du Haut-Karabakh — qui a été l'objet de la guerre de 2020 — doit-il rester en tête de l'agenda arménien ? Les nationalistes le pensent, encouragés par ce qu'ils considèrent comme des provocations de l'« ennemi héréditaire » turc ou azerbaïdjanais, comme la visite que le président Erdogan a effectuée le 15 juin dans la ville de Choucha/Chouchi, haut-lieu culturel du Karabakh. Par ailleurs, des contestations sur le tracé de la frontière entre les deux pays et le sort de quelques dizaines de prisonniers de guerre arméniens compliquent toujours la situation.

Selon un diplomate français, « l'urgence pour l'Arménie n'est pas de défendre quelques arpents de neige dans le Karabakh, avec moins de 100 000 habitants désormais, mais de faire la paix avec ses voisins et de désenclaver politiquement un pays mal desservi sur le plan géographique. L'enjeu, c'est aujourd'hui de faire en sorte que le passé ne condamne pas l'avenir. La France pourrait encourager et accompagner l'Arménie sur cette voie, avec l'appui de l'UE, et quelques milliards d'euros à la clé ». Gérard Chaliand, spécialiste de géopolitique et lui-même d'origine arménienne, partage ce diagnostic : « La désastreuse défaite de 2020 a montré que le Haut-Karabakh a été une marche vers l'impasse, davantage encouragée par l'émotion que par le calcul stratégique ».

Une détente avec la Turquie, telle qu'elle avait été engagée avant 2008, est-elle

possible ? Michel Marian ne veut pas l'exclure, mais « ce ne sera possible qu'après 2023, si Erdogan n'est plus au pouvoir ». Côté azerbaïdjanais, le diplomate Elchin Amirbayov, parle officiellement d'un « scénario gagnant-gagnant » grâce à une « normalisation des relations » et une « coopération économique » entre Bakou et Erevan.

Jean-Dominique Merchet

18- Wakat-Sera (Burkina Faso)

22/06/2021

<https://www.wakatsera.com/armenie-le-scrutin-du-20-juin-2021-sest-bien-deroule--francophonie/>

Arménie: « Le scrutin du 20 juin 2021 s'est bien déroulé », Francophonie

By [Boureima](#)

La Mission électorale de la Francophonie à l'occasion des élections législatives anticipées en République d'Arménie dit avoir constaté que le scrutin du 20 juin 2021 s'est bien déroulé.

«La Mission électorale dépêchée par la Secrétaire générale de la Francophonie à l'occasion des élections législatives anticipées en République d'Arménie constate que le scrutin du 20 juin 2021 s'est bien déroulé, conformément au cadre juridique en vigueur et dans le respect des principes démocratiques, malgré une campagne électorale marquée par certaines violences verbales et des comportements agressifs. La Mission électorale de la Francophonie appelle les formations politiques en compétition à user des voies légales de recours en cas de contestation des résultats et à s'engager à préserver un climat apaisé jusqu'à la proclamation des résultats définitifs, et au-delà. ».

Dans le cadre de l'accompagnement par l'OIF des processus électoraux dans l'espace francophone et à l'invitation des autorités arméniennes, Madame Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale de la Francophonie, a dépêché une mission électorale de la Francophonie (MEF) à l'occasion des élections législatives anticipées en Arménie. Conduite par M. Philippe Courard, Député-Sénateur, ancien Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et membre de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), la mission est composée d'experts de haut niveau venant de l'espace francophone, notamment le Président du Conseil supérieur de la Communication du Burkina Faso.

Présente au complet à Erevan depuis le 14 juin 2021, la mission s'est entretenue avec les parties prenantes du processus électoral, notamment les autorités nationales, les institutions en charge des élections, des représentants de formations politiques en compétition pour ce scrutin et des organisations de la société civile. Elle a également échangé avec d'autres missions d'observation électorale nationales et internationales accréditées ainsi qu'avec les partenaires internationaux présents dans le pays.

La mission s'est attachée, conformément à son mandat, à recueillir des informations sur les conditions de préparation et de tenue des élections ainsi qu'à identifier les bonnes pratiques et les améliorations qui pourraient être apportées.

En amont du scrutin, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a soutenu l'observation du processus électoral par les acteurs nationaux, en apportant un appui au déploiement des observateurs de Transparency International Anticorruption Center Armenia.

Cet appui et cette mission s'inscrivent dans la mise en œuvre des dispositions pertinentes du Chapitre 4 de la Déclaration de Bamako, dédié à la tenue d'élections libres, fiables et transparentes dans l'espace francophone.

Il ressort des entretiens que la mission a eus avant le scrutin que :

- Les élections anticipées du 20 juin se sont déroulées dans un climat de tensions inhabituel lié au contexte politique et sécuritaire essentiellement marqué par le conflit dans le Haut Karabakh et le cessez-le-feu signé en novembre 2020 après 44 jours de guerre.
- Le cadre juridique électoral en vigueur pour ces élections respecte les

principes d'élections démocratiques.

- Les principales institutions en charge de l'organisation et du contrôle des élections et de la régulation des médias, ont fait preuve d'une maîtrise technique des missions leur incombant.

- La campagne électorale a cependant été marquée par des violences verbales et des comportements agressifs, voire haineux, de la part de certaines formations politiques, en particulier à l'approche du scrutin.

Le jour du scrutin, les membres de la MEF ont visité plusieurs bureaux de vote à Erevan et dans sa périphérie, et reçu les observations de l'ONG arménienne soutenue par l'OIF qui avait déployé 650 observateurs sur l'ensemble du territoire.

(...)

Au regard des observations préliminaires précédentes, la MEF relève que les élections législatives anticipées du 20 juin 2021 en République d'Arménie se sont déroulées de manière libre, fiable et transparente, et conformément au cadre juridique en vigueur.

Elle tient à saluer la mobilisation des électeurs arméniens qui ont accompli leur acte civique en faisant preuve de responsabilité et en démontrant leur attachement à l'exercice démocratique de leurs droits.

Un rapport final sera élaboré à l'issue du processus électoral, qui formulera des recommandations qui mettront en exergue les bonnes pratiques identifiées et viseront à consolider le cadre juridique et le dispositif organisationnel des élections en Arménie.

D'ores et déjà, la mission appelle l'ensemble des formations politiques à user des seules voies légales en cas de contestation des résultats et à s'engager à préserver un climat apaisé jusqu'à la proclamation des résultats définitifs, et au-delà, en appelant leurs militants et sympathisants au calme.

La Mission électorale de la Francophonie marque la disponibilité de l'Organisation internationale de la Francophonie à accompagner les institutions et acteurs arméniens sur la base des recommandations qui auront été formulées en vue de la consolidation du cadre électoral, et plus largement, en soutien à

l'enracinement démocratique du pays.

La délégation de la Mission électorale de la Francophonie tient à remercier ses interlocuteurs et plus généralement la population arménienne pour le remarquable accueil qui lui a été réservé, ainsi que les autorités nationales qui ont facilité son déploiement et son travail sur le terrain.

19- France 24

21/06/2021

[Législatives en Arménie : victoire de N Pachinian malgré la débacle de la guerre - France 24](#)

Législatives en Arménie : victoire de N. Pachinian malgré la débacle de la guerre

Entretien avec Tigrane Yegavian.

(Voir la vidéo en ligne)

20- France 24

21/06/2021

<https://www.france24.com/fr/europe/20210621-victoire-de-nikol-pachinian-en-arm%C3%A9nie-les-gens-ne-veulent-plus-de-la-guerre>

Victoire de Nikol Pachinian en Arménie : "Les gens ne veulent plus de la guerre"

En difficulté après la défaite militaire au Haut-Karabakh, le Premier ministre arménien a remporté dimanche une franche victoire aux législatives anticipées.

Un retour en grâce, après la débâcle face à l'Azerbaïdjan, décrypté par Gaïdz Minassian, chercheur spécialiste de l'Arménie.

Pari réussi pour le Premier ministre arménien. Dimanche 20 juin, la formation de [Nikol Pachinian a largement remporté les législatives anticipées](#), faisant mentir les sondages qui prédisaient un résultat au coude-à-coude avec celle de son rival, l'ancien-président Robert Kotcharian. Le parti Contrat civil du dirigeant sortant a obtenu 53,9 % des voix au premier tour, contre 21 % pour la principale force d'opposition, le bloc Arménie, permettant à Nikol Pachinian de se maintenir en poste et de former seul un nouveau gouvernement.

Alors qu'[une partie de la population appelait à sa démission](#) après la défaite militaire contre [l'Azerbaïdjan](#) à l'automne dernier, le dirigeant arménien avait alors choisi de miser son avenir politique sur des élections anticipées. Un scrutin dont il sort aujourd'hui renforcé, même si la tension reste vive. Avant même les résultats officiels, son rival a pris la parole pour dénoncer des fraudes, pointant du doigt des "falsifications planifiées à l'avance". Pour analyser ces résultats, France 24 s'est entretenu avec Gaïdz Minassian, journaliste au Monde, enseignant à Sciences Po et chercheur spécialiste de l'Arménie.

Nikol Pachinian a remporté une franche victoire dimanche alors que beaucoup d'observateurs prévoyaient un scrutin serré, comment analysez-vous ce résultat ?

Gaïdz Minassian : Il est vrai que la décision de convoquer des élections anticipées était un pari politique risqué pour Nikol Pachinian, après la défaite militaire qui a considérablement terni son image. Mais en face, l'alternative politique était très faible. Son opposant, l'ancien président Robert Kotcharian, est un mort politique ; c'est une figure de l'ancien régime corrompu dont le principal soutien, la Fédération révolutionnaire arménienne, a peu de poids dans les urnes.

Par ailleurs, l'opposition était extrêmement fragmentée avec un nombre record de 22 partis en lice. Une situation due à l'incapacité des opposants à s'entendre, mais aussi à un système électoral compliqué, issu de l'ancien régime, qui favorise la candidature des partis par rapport aux coalitions. Ce système, qui fixe le seuil électoral pour entrer au Parlement à 5 % pour les partis et à 7 % pour les alliances, avantage le pouvoir en place.

Avec cette victoire nette, le Premier ministre a sauvé son régime, son image et le processus démocratique de la révolution de Velours qui l'a mené au pouvoir en 2018.

Outre la lutte contre la corruption, Nikol Pachinian avait fait de la résolution du conflit territorial avec l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh une priorité lors de son arrivée au pouvoir en 2018. Comment expliquer qu'il conserve un fort soutien malgré la défaite militaire cinglante à l'automne ?

Tout d'abord, il convient de rappeler que si le score de la formation de Nikol Pachinian reste élevé, il est bien inférieur à celui des précédentes législatives (53,9 % contre 70,42 %). S'il faut reconnaître à Nikol Pachinian des qualités de tribun et un sens politique certain qui lui permettent aujourd'hui de se maintenir au pouvoir, il est clair que son mandat a été durement affecté par la gestion de cette crise militaire catastrophique au Haut-Karabakh. Accusé par l'opposition de ne pas être assez nationaliste, Nikol Pachinian a adopté une ligne dure face à l'Azerbaïdjan. Mais l'Arménie n'avait pas les moyens de ses ambitions et le Premier ministre, acculé, s'est retrouvé contraint de [signer un accord de paix très défavorable, sous l'égide de Moscou](#). Une erreur stratégique majeure.

Pour autant, l'opposition a considérablement dramatisé la défaite alors que ce n'était pas l'Arménie qui était en guerre, malgré ce qu'a pu laisser croire la propagande du gouvernement. Seuls les soldats arméniens qui faisaient leur service sur place ont combattu et ce sont avant tout

...

[Message tronqué] [Afficher l'intégralité du message](#)

Zone contenant les pièces jointes